



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
1^{er} décembre 2010
Français
Original: anglais

Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Reprise de la première session

Vienne, 29 novembre-1^{er} décembre 2010

Projet de rapport*

IV. Examens de pays

1. Lors de l'examen du point 3 de l'ordre du jour sur les examens de pays, le Secrétaire a informé le Groupe de l'avancement des travaux du Mécanisme, en se référant au document CAC/COSP/IRG/2010/CRP.12, intitulé "Country reviews: organization and schedule of reviews". Il a fait le point sur un certain nombre de questions de procédure, telles que le tirage au sort, le calendrier des examens de pays pour la première année et les ateliers de formation des experts gouvernementaux. Le tirage au sort des États parties examinateurs pour la deuxième année du cycle devrait avoir lieu à la deuxième session du Groupe, en mai 2011, qui marquera le début de la deuxième année du premier cycle d'examen. Le Secrétariat réunit actuellement les questions liées au processus et les questions pratiques pour en saisir le Groupe à sa deuxième session. Le Secrétaire a en outre rendu compte des mesures prises par le Secrétariat, conformément à la demande formulée par le Groupe à sa première session, pour informer les États qui avaient été retenus pour être examinés et n'avaient pas informé le Secrétariat qu'ils étaient prêts à se soumettre à l'examen prévu pendant la première année ou s'ils souhaitaient le reporter à l'année suivante. Dans les deux cas, les efforts du Secrétariat sont pour l'instant restés vains. Dans le cas d'un État sélectionné comme État examinateur, le Secrétariat n'a pas réussi à obtenir les coordonnées des experts gouvernementaux. Le Secrétaire a sollicité l'avis du Groupe sur la façon dont il fallait procéder dans ces cas.

2. Les intervenants ont évoqué la question des États parties retenus pour être examinés, qui n'avaient pas encore informé le Secrétariat s'ils étaient prêts à se soumettre à l'examen au cours de la première année ou s'ils souhaitaient le reporter à l'année suivante. Les orateurs se sont déclarés préoccupés par cette absence de réponse, notant que ces États avaient peut-être besoin d'assistance. Le Groupe a

* L'original du présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



décidé qu'une lettre, signée par le Président de la Conférence et les autres membres du Bureau, devrait être envoyée aux États n'ayant pas répondu, par l'intermédiaire de leur mission permanente, avec copie aux présidents des groupes régionaux à New York. Dans cette lettre, le Groupe ferait part de ses préoccupations, mais aussi de sa confiance de voir les États prêts à s'acquitter des obligations procédurales du processus d'examen, en précisant les différentes obligations. Le Secrétariat resterait disposé à fournir une assistance si on le lui demande. L'État partie concerné serait prié d'informer dans les meilleurs délais le Bureau de sa décision. Une procédure analogue serait suivie à l'égard de tout État partie qui n'avait pas encore communiqué les coordonnées de ses experts gouvernementaux.

VII. Questions diverses

3. Le Groupe est convenu qu'il appartenait à la Conférence de prendre une décision finale sur la question de la participation d'observateurs à ses travaux. Les orateurs ont exprimé leur opinion quant aux éléments devant sous-tendre une telle décision, soulignant qu'il fallait veiller à ne pas s'écarter de l'accord intervenu à Doha sur les termes de référence du Mécanisme. En attendant, le Groupe est convenu que le Secrétariat enverrait comme suit des invitations à sa deuxième session: a) aux États parties pour les questions touchant à l'examen de l'application de la Conférence, à la participation d'observateurs, aux questions financières et budgétaires et aux questions diverses; et b) aux États parties et signataires, aux organisations intergouvernementales et aux organismes des Nations Unies pour la question relative à l'assistance technique. Le Groupe a été d'avis que cette discussion ne devrait pas constituer de précédent et qu'il fallait tout mettre en œuvre avant et pendant sa deuxième session pour étudier des solutions appropriées et pratiques afin de les présenter pour examen à la Conférence à sa quatrième session.